

Pour comprendre le phénomène Daech

Brigitte Curmi
Chargée de mission au CAPS

décembre 2014-mai 2015

QUESTION(S) D'ORIENT(S)

Cet article est le fruit de plusieurs notes consacrées à Daech qui ont été écrites après des rencontres organisées par le CAPS en présence de chercheurs spécialisés. L'une de ces consultations s'est tenue le 2 décembre 2014 autour de Nabil Mouline, historien, chercheur au CNRS et spécialiste de l'islamisme, sur le thème du califat. Une deuxième rencontre a eu lieu autour de Bernard Rougier, politologue et directeur du CEDEJ au Caire, sur le thème de l'identité idéologique de Daech. Enfin le 27 mai, le CAPS a réuni trois chercheurs, Bassma Kodmani, directrice de l'Initiative Arab reform, Stéphane Lacroix, consultant permanent du CAPS, et Loulouwa Al-Rachid, chercheuse à l'International Crisis Group, pour évoquer l'état général du Moyen-Orient en 2015. On peut retenir de l'ensemble de ces consultations, les points suivants concernant Daech :

L'USAGE DU CALIFAT, DU PROPHÈTE MOHAMMED À DAECH

Une référence imaginaire mais omniprésente

Le califat n'a correspondu à l'exercice global d'un pouvoir religieux et temporel que pendant une très brève période de l'histoire (632-661), celle des quatre premiers califes dits bien dirigés (*rachidun*) après la disparition du Prophète Mohammed. Ces califes, chefs de la communauté, dépositaires de l'autorité divine, se considéraient comme des « représentants de Dieu sur terre » assurant une véritable fonction théocratique, et non pas seulement comme les « successeurs » de Mohammed (selon la traduction littérale du terme *khalifa*).

Le califat a ensuite connu de multiples avatars, souvent paradoxaux. Ainsi, dès la seconde moitié du IX^{ème} siècle, une grande partie de l'autorité religieuse des Califes est captée par la corporation des *ulémas* (docteurs de la Loi). Les califes, qui auraient souhaité rester des vicaires de Dieu sur terre – forme de césaro-papisme local – perdent leur pouvoir théocratique et voient leur fonction se réduire à celle, minorée, de vicaire du Prophète sur terre. Face à l'effritement politique du califat se reconstruit un autre califat, imaginaire, sur le modèle platonicien du philosophe-roi, grâce au travail savant des *ulémas*.

Les *ulémas* ont ainsi ouvert la voie à la récupération « idéologique » de la notion de califat par tous ceux qui cherchaient à légitimer leurs projets politiques, souvent dans une logique nationale.

L'Empire ottoman a su l'utiliser à son profit, abritant sa logique impériale derrière ce symbole d'unité. Mais tous les émirs, rois et sultans qui ont su imposer leur autonomie à la périphérie de l'Empire ottoman l'ont également fait en se réclamant du modèle califal pour justifier leur émancipation : ainsi, le Roi du Maroc était (et reste) « Calife en son territoire » comme le Roi de France était théorisé par les légistes « Empereur en son royaume ». Ainsi encore du mouvement Mahdiste, désireux d'établir un émirat au Soudan à la fin du 19^{ème} siècle.

Pour comprendre le phénomène Daech

La disparition de « l'homme malade de l'Europe » a entraîné celle du califat en tant qu'institution (supprimé en 1924 par Atatürk, dans une indifférence générale) en même temps qu'elle a donné un nouvel essor à la récupération de l'imaginaire califal : de nombreux souverains en quête de légitimité se sont emparés du titre de Calife ou d'autres synonymes pour asseoir leurs prétentions, limitées à un territoire. Plusieurs dirigeants essaieront ainsi d'établir des califats localisés. Ainsi du *Cherif* (noble descendant du Prophète) Hussein de La Mecque, à qui est promis un royaume arabe qui ne verra jamais le jour. Ainsi de la dynastie Senoussi libyenne, qui fait remonter son origine à la famille du Prophète ou de l'imam Yahya du Yémen qui se fait appeler *Amir al-Mu'minin* (commandeur des croyants).

Le concept va ensuite avoir partie liée à l'émergence de l'islam politique : le précurseur Jamal ed-din Al-Afghani met la restauration du califat au cœur de sa théorie panislamiste. Ses disciples y intègrent d'autres références doctrinales (anti-colonialisme, nationalisme, etc.) et plusieurs congrès sur le califat se tiennent entre 1926 et 1938 au Caire, à La Mecque, à Jérusalem et même à Paris. Dans les premières décennies du XX^{ème} siècle, le débat entre les grands intellectuels de l'islam politique, tous égyptiens, se structurera autour de la pertinence du califat comme outil de gouvernance. Ali Abd Razzaq, juriste d'Al Azhar, estimera qu'il est inadapté au siècle et à la séparation nécessaire entre la sphère politique et religieuse. Abd Razzaq Sanhoury, passé par la faculté de droit de Lyon (formation dont il s'inspirera pour écrire le code civil égyptien), élaborera un modèle califal calqué sur la Société des Nations, dont l'idée servira de base à la fondation de l'Organisation de la conférence islamique. Mohammed Rachid Rida considérera que le califat doit devenir un Vatican, avec l'élection d'un Calife chargé de réformer la jurisprudence islamique.

Enfin, le premier à parler d'un « État » islamique sera Hassan Al-Banna, fondateur de la Confrérie des Frères musulmans (FM). Paradoxalement, c'est le chef de cette confrérie qui introduira

ce concept occidental d'État, jusque-là absent du lexique arabe – le terme correspondant, *dawla*, passant de la signification de « dynastie » à celle « d'État ». La désignation « islamique » fait ici référence à l'identité de la Nation. Le fondateur des FM envisageait l'établissement d'un califat dans un avenir bien plus lointain, passant par la constitution préalable d'États séparés.

La pensée d'Hassan Al-Banna sera radicalisée par certains de ses successeurs, qui glissent vers le jihadisme violent et islamisent le discours marxiste pour en faire la matrice d'un jihad global contre l'Occident, sur la base de sa complicité supposée avec des pouvoirs locaux corrompus et autoritaires. L'antichiisme y tient une place limitée dans un premier temps, tout du moins avant que l'invasion américaine de 2003 ne vienne enflammer les tensions entre sunnites et chiites.

Daech et le califat : une captation au profit d'un projet totalitaire

Pour l'historien Nabil Mouline, la notion de califat remplit aujourd'hui le vide conceptuel dans le monde musulman sunnite après l'échec de toutes les autres idéologies (panislamisme, panarabisme, nationalisme arabe, etc.). Pour autant, à l'exception de Daech qui souhaite établir un califat immédiat par l'usage de la violence, le concept reste du domaine du symbolique et ne vise pas à détruire le modèle d'État Nation, dont même les FM se réclament aujourd'hui après avoir décidé en 1990 de rentrer dans le jeu politique et d'abandonner la violence comme moyen d'action.

Outre les régimes qui font référence au califat autant de fois que nécessaire, le concept connaît un nouvel essor avec l'expansion des chaînes satellitaires arabes à la fin des années 1990, dont les séries télévisées sont suivies avec passion d'un bout à l'autre du monde arabe et vulgarisent l'image d'un califat idéal à travers la vie romancée des premiers successeurs du Prophète.

Pour comprendre le phénomène Daech

Abou Bakr Al-Baghdadi, qualifié de « vrai Calife de série B » par Nabil Mouline, sait très bien jouer de cette sous-culture télévisuelle. Il s'en est largement inspiré à l'été 2014 dans la chorégraphie de son discours établissant le califat depuis la grande mosquée de Mossoul, aussi bien dans sa gestuelle que dans le choix de son habit noir sorti tout droit de la série TV du « calife par excellence », Omar Ibn Al-Khattab, 2^{ème} successeur du Prophète. Il s'est servi de cet imaginaire télévisuel pour appeler les musulmans à venir « remplir leur devoir religieux » en adhérant à ce califat de l'immédiat (ce qui le différencie d'Al Qaïda, plus préoccupé par la lutte contre « l'ennemi lointain » en Occident).

Le califat de Baghdadi est cependant loin de l'image d'Épinal qui en est diffusée dans les feuilletons. Au contraire de ses « prédécesseurs » qui n'ont jamais cherché à éliminer les minorités des territoires conquis, dont ils avaient besoin pour assurer l'administration, Baghdadi cherche à établir un territoire sunnite homogène où règnent l'orthodoxie, l'orthopraxie et l'ordre politique musulman, où la charia se réduit à l'application des châtiments corporels et où tout ce qui n'est pas jihadiste devient passible d'excommunication (*takfir*), sans aucun espace laissé à la négociation avec les élites locales. Le terroriste a même été jusqu'à créer un poste de responsable de la « gestion de la sauvagerie » pour « communiquer » sur les massacres et effrayer ses ennemis (dont font partie les chiites, mais aussi tous les sunnites ne communiant pas dans sa vision apocalyptique).

Persuadé d'être investi d'une mission divine et rédemptrice, le Calife autoproclamé sait parfaitement instrumentaliser tous les outils de communication pour faire coïncider son dessein avec les frustrations des jeunes musulmans, avides de devenir les héros de cette épopée dans laquelle ils croient reconnaître les acteurs des feuilletons dont ils sont gorgés.

Selon le chercheur, malgré son caractère *a priori* anecdotique, il ne faut pas négliger l'impact de cette culture télévisée dans l'attrait qu'exerce Daech sur une jeunesse à la recherche de son moment de gloire. C'est notamment à prendre en compte

dans les actions de contre-propagande, qui, plutôt que de viser à retourner la notion de califat contre Baghdadi, devraient employer les mêmes moyens « grand public » et médiatiques que lui.

Au-delà, Nabil Mouline estime que la prétention du « Calife Baghdadi » est bien celle de l'établissement d'un État islamique, qui ne connaît pas de frontières – et se joue de celles existantes – et est censée s'étendre au monde entier. Pour autant, cette ambition ne fonctionnera qu'à condition que les jihadistes continuent leur expansion territoriale et leur épuration des plus sauvages. Une fois stoppées les menées du groupe terroriste, Daech ne pourra survivre qu'en procédant à un *aggiornamento* pour réduire son ambition à un « califat dans un seul pays ». L'organisation apocalyptique sera alors forcée de se « normaliser », à mesure que ses troupes se rendront compte que la fin du monde n'est pas pour demain, en devenant un groupe terroriste comme un autre, donc en perdant sa capacité d'attraction.

UNE LUTTE DES CLASSES QUI NE DIT PAS SON NOM

Quand le lumpenprolétariat s'élève contre les élites sunnites

Bernard Rougier dresse, quant à lui, un tableau du milieu social à partir duquel a prospéré « l'anté-Daech » (l'État islamique en Irak fondé par Zarqaoui). Le voyou devenu jihadiste au gré de ses séjours en Afghanistan et en Irak venait de Zarqa, ville industrielle et extrêmement pauvre de Jordanie, comptant le plus grand camp palestinien du pays et de nombreux déplacés, opérateurs de trafics en tout genre. C'est là que Zarqaoui a tissé ses premiers liens avec de nombreux laissés pour compte pour lesquels le jihadisme offre une occasion de revanche sociale, avec lesquels il a bâti une véritable société de violence.

Pour comprendre le phénomène Daech

Pour le chercheur, au-delà du combat contre les Occidentaux, le jihadisme de Zarqaoui – comme celui de Daech aujourd'hui – s'apparente à une guerre civile intra-sunnite entre les élites bourgeoises et le lumpemprolétariat marginalisé depuis de longues décennies par le pouvoir central. S'est greffée ensuite sur cette lutte des classes souterraine une guerre sunnites-chiites, quasiment absente de la doctrine originelle d'Al Qaida. La déclaration de guerre anti-chiite sert de puissant incitatif pour recruter des combattants, qui sont ensuite utilisés indifféremment pour combattre les chiites et/ou les sunnites avec lesquels Daech est en rupture de ban.

Ce « jihadisme de classe » opère une lutte à mort contre toutes les autorités, qu'il s'agisse des États ou des chefs religieux traditionnels. Ces « adolescents » religieux, comme aime à les qualifier Bernard Rougier, sont relativement outillés sur le plan religieux et doctrinal et disposent du concours de savants formés dans les universités du Golfe à partir de la matrice wahhabite. Ils voient dans Daech un instrument de promotion sociale qui ne leur avait jamais été offert par un quelconque pouvoir auparavant.

La mue du baathisme en islamo-baathisme

Daech n'est pas l'oeuvre soudaine d'officiers baathistes en mal de revanche, ayant recouvert leurs desseins d'un vernis jihadiste parfaitement adapté à leurs besoins.

Par contre, le chercheur estime que le baathisme originel a depuis longtemps changé de nature, en passant d'un laïcisme auto-proclamé (et de fait bien loin du modèle français) à une doctrine à forts relents confessionnels. Les autorités irakiennes et syriennes (Saddam Hussein et les Assad) ont en effet compris dès les années 1990 toute l'utilité qu'ils pouvaient tirer d'une radicalisation religieuse de la société afin de renforcer leur mainmise absolutiste.

Les carnets du CAPS

Ainsi de la « campagne pour la foi » lancée en 1993 par Saddam Hussein après la guerre de 1991 et d'une série de mesures relativisant le caractère laïc autoproclamé du régime (fin de la règle d'une seule mosquée par village, inscription d'*allahu akbar* de la main de Saddam sur le drapeau national, moyens considérables concédés aux universités islamiques, manuels scolaires revisités par les Frères musulmans, promotion au mérite religieux dans l'armée et les administrations, etc.). L'officier Haji Bakr (cité dans l'article du 19 avril 2015 du *Spiegel*, repris dans *Le Monde* du 20 avril¹) et Abd rahman Billawi, qui ont cofondé avec Zarqaoui le précurseur de Daech (*tawhid wa jihad*) sont les produits directs de cette hybridation islamo-baathiste.

Le même phénomène a eu cours en Syrie, avec la mise en place dans les années 2000 d'instituts spécialisés dans l'étude du Coran, la permissivité pour la diffusion de prêches jihadistes dans les mosquées avec la collaboration des services de renseignement (ainsi du Cheikh Qaaqa à Alep protégé par Mohammed Dib Zeitun, alors chef de la sécurité politique), l'impunité et la libre circulation entre la Syrie et l'Irak offerte aux militants de *tawhid wa jihad* (nom de l'organisation de Zarqaoui) et d'autres chefs jihadistes, quand il ne s'agissait pas de planifier au plus haut niveau de l'État la projection de jihadistes au Liban comme lors de la bataille du camp palestinien de Nahr el Bared en 2007. Ceci, alors que Zarqaoui aurait donné des instructions claires à ses combattants selon lesquelles il ne fallait pas tourner les armes contre le régime syrien, « utile au jihadisme ».

Partant, Zarqaoui hier, puis Daech aujourd'hui n'ont eu aucun mal à recruter les services d'anciens officiers baathistes largement islamisés, voir « jihadisés » depuis le milieu des années 1990 et principaux perdants après l'invasion américaine de l'Irak en 2003. La diffusion récente par Daech d'une vidéo identifiant les figures historiques du groupe terroriste atteste de l'ancienneté de l'islamisation de ces rangs baathistes.

Pour comprendre le phénomène Daech

Deux jihadismes entraînés dans une lutte mortifère

Pour Bernard Rougier, deux jihadismes se développent actuellement en parallèle et s'alimentent réciproquement sur le terrain « syrakien » :

- Le chiite, sur la matrice de la révolution iranienne et grâce à l'islamisation des rangs chiites, qui accapare une partie des ressources d'État, mais ne le détruit pas, coopérant aux visées de Téhéran.

- Le sunnite, sur la matrice afghane, qui développe une utopie anti-étatique, lutte contre tous les pouvoirs et les autorités en place et fait d'autant plus recours à la violence qu'il manque de ressources symboliques.

Si l'on force le trait, les chiites seraient capables aujourd'hui de produire de nouvelles élites, même à partir d'un processus mafieux comme l'accaparement des ressources d'État, là où les sunnites sont incapables d'arrêter l'hémorragie de leurs cadres et ne disposent plus de l'ordre traditionnel, notamment celui de tribus trop souvent manipulées pour constituer un référent solide.

Pour un nombre croissant de sunnites frustrés par la montée des chiites, l'État islamique serait devenu le seul moyen de sortir de cette impasse, avec Daech comme acteur de la révolution sociale. Zarqaoui, puis Daech, rachètent ainsi l'honneur en créant un « Hezbollah sunnite », anti-occidental et anti-américain. Doté d'une stratégie (« la gestion de la sauvagerie »), cet organe permet l'administration de territoires, la captation des populations locales par la distribution de services, tout en drapant cette « gouvernance » d'un nouveau genre d'oripeaux de justice telle que la punition imposée à des combattants dépassant les limites, d'ailleurs codifiée dans un document publié en 2010. Bernard Rougier parle d'une configuration tragique, où ces deux jihadismes se nourrissent l'un l'autre.

UNE « AFFAIRE QUI MARCHE », À ENRAYER DE TOUTE URGENCE

Le révélateur du « champ de ruine » étatique

En fondant sur Mossoul le 10 juin 2014 à la stupeur de la communauté internationale, l'organisation terroriste a soudainement mis au grand jour toutes les fractures du théâtre syro-irakien : multiples guerres civiles (kurdo-kurde, sunnite-chiite, sunnite-sunnite, arabo-kurde, arabo-iraniennne...) ; délégation du monopole de la violence légitime aux milices de toutes sortes ; confessionnalisation à l'extrême de tous les mécanismes de distribution, etc.

Daech a opéré sa *razzia* dans un contexte où les territoires comme les sociétés (tribus et autres) sont atomisés : sans parler du chaos syrien, disparition progressive des trois régions irakiennes classiques – kurde, chiite et sunnite - au profit d'une myriade de subdivisions sur des bases composites ; en Syrie comme en Irak, système D généralisé au niveau des quartiers pour gérer le quotidien « à la libanaise » en remplacement des services étatiques, etc.

La Syrie et l'Irak d'aujourd'hui sont ainsi devenus des États faillis, dans lesquels les conquêtes militaires ne peuvent être qu'illusoire, à l'exception de celles de Daech. De fait, tout du moins pour le monde sunnite, seul l'EI (État Islamique) est porteur d'un projet « étatique », structuré, institutionnalisé, efficace et craint.

En face, l'Iran a méthodiquement établi sa présence politique et militaire du Liban à l'Irak. En actionnant des milices sous sa coupe et malgré ses protestations, Téhéran creuse aussi un peu plus la fracture confessionnelle : ainsi du comportement des milices chiites lors de la reprise de la très sunnite Tikrit, qui n'avaient pas hésité, tels de nouveaux Mongols, à couvrir les murs du slogan « aujourd'hui sus à vos maisons, demain sus à vos femmes ».

Pour comprendre le phénomène Daech

Un projet conçu pour durer

Face à ces bouleversements, le soi-disant État islamique propose un mode de régulation du chaos. La population l'accepte d'autant plus facilement qu'elle ne reconnaît plus les signes de légalité en provenance des capitales, tant ils sont synonymes de corruption et d'inefficacité. De fait, Daech a su établir avec habileté une administration tatillonne et efficace grâce à l'établissement d'un véritable système de recension civile, où tous les habitants de « l'État » sont répertoriés et connus.

Les spécialistes Lacroix et Al-Rachid estiment « qu'il y a un peu de Daech dans chaque sunnite ». Ceci, d'autant plus que les terroristes ont mis en place un système judiciaire donnant l'illusion qu'il est à l'écoute des justiciables. Ainsi, les habitants des régions de l'EI peuvent engager sans crainte des recours ponctuels contre des « officiels » de l'EI (pour autant qu'il ne s'agisse pas de rejeter leur projet de société).

L'impression d'ordre est tellement forte qu'elle se projette même en dehors des zones occupées par Daech. Ainsi, à titre d'exemple, les tampons apposés par les douanes de l'EI qui prélèvent une taxe de 400\$ sur chaque camion qui va de la Jordanie vers le sud de l'Irak deviennent, y compris aux yeux de nombre de commerçants chiites, un « garant » de la bonne provenance des produits. La population semble de même redevable à l'EI d'avoir « ramené l'ordre » et pris des mesures tangibles contre la corruption qui régnait en maître jusqu'à l'été 2014.

Avec l'aide d'officiers baathistes déchus, Daech a aussi compris comment amener à sa cause des tribus sunnites frustrées et à la recherche d'une revanche sociale. Daech s'est inséré dans le tissu tribal, en jouant des fortes rivalités internes dans ce monde moins homogène qu'on ne le pense : affaiblissement des anciennes notabilités; mise en avant de tribus marginalisées dans ce qui peut s'apparenter à une lutte des classes.

Quelle alternative à Daech ?

Pour être efficace face à Daech, selon tous les chercheurs interrogés par le CAPS, force est de constater que l'appréhension du phénomène sous le seul angle militaire est insuffisante. Il s'agit désormais de prendre le phénomène dans son ensemble et dans les dimensions idéologiques, politiques, culturelles et économiques que l'organisation a parfaitement codifiées.

Il faut en particulier chercher à « perturber la gouvernance de Daech » pour retourner les populations contre les terroristes, en continuant de faire la guerre contre son financement mafieux (détournement des ressources tirées du pétrole, mais aussi circuits d'aide privée). Daech tire une grande partie de sa légitimité dans la distribution de services publics (scolarisation, couverture médicale, services sociaux). Il convient donc aussi d'empêcher la levée (et l'utilisation) des taxes qui accompagne chaque razzia de Daech.

Les chercheurs estiment aussi qu'en parallèle, la communauté internationale pourrait jouer un rôle encore plus important sur le plan humanitaire, dans une région bouleversée par les mouvements de population réfugiée et déplacée, un « monde en souffrance » dont Daech exploite toutes les failles.

C'est en observant la mutation en continu de l'organisation et en saisissant ses moments de fragilité et l'existence de contradictions à l'intérieur de son système que peuvent se bâtir des alternatives possibles au « rêve d'État » que Daech prétend vendre aux populations qu'il subjuge. De fait, dans le chaos ambiant, les Irakiens aujourd'hui et les Syriens demain sont en très forte demande d'État, de régulation et de décentralisation que Daech leur offre par défaut.

Notes :

1. Christoph Reuter, « Terror-Mastermind Haji Bakr: Der Spitzel-Führer des "Islamischen Staates" », *Der Spiegel*, 19 avril 2015 disponible sur <http://www.spiegel.de/politik/ausland/haji-bakr-der->

Pour comprendre le phénomène Daech

[terror-planer-des-islamischen-staats-is-a-1029289.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2015/04/20/terror-planer-des-islamischen-staats-is-a-1029289.html) ; et
« Quel rôle jouent les anciens proches de Saddam Hussein dans l'EI ? », *Le Monde*, 20 avril 2015, sur http://www.lemonde.fr/international/article/2015/04/20/des-hommes-de-saddam-husse-in-derriere-les-succes-de-l-ei_4618960_3210.html

QUESTION(S) D'ORIENT(S)

